



La Commune



Burkina Faso : une Révolution inachevée

Le 30 octobre 2014, un million de Burkinabés de toutes conditions ont marché sur le palais présidentiel et l'Assemblée nationale, contraignant le dictateur Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans, à fuir et décamper en Côte d'Ivoire, « grâce » aux services spéciaux français. Plus fort que les trois glorieuses de 1830 à Paris, le soulèvement populaire n'a eu besoin que de 48h pour virer un des plus anciens dictateurs de l'Afrique francophone.

Avant d'analyser la suite des événements, il faut apprécier ce qui s'est passé : Blaise Compaoré, dit « le beau Blaise », est responsable de différents assassinats au cours de sa carrière politique qui a succédé à celle d'officier. Il est l'instigateur de l'assassinat, le 15 octobre 1987, de Thomas Sankara, un officier se réclamant du marxisme et de la révolution socialiste qui renversa, 4 ans plus tôt, le régime corrompu de ce qui s'appelait encore la Haute-Volta, nom attribuée par les colonialistes de Paris à cette terre formant l'extrémité du territoire administré sous le titre de colonie du Haut Sénégal-Niger, de 1884 à 1960.

Burkina Faso, la terre « des hommes intègres »

La terre mère du « Burkina Faso » ou « terre des hommes intègres » a comme langue vernaculaire le moré, celle de l'ethnie Mossi, majoritaire dans le pays et structurée comme un royaume très ancien et maintenu formellement sur le plan de la tradition, par l'impérialisme français. C'est Thomas Sankara qui l'a ainsi nommé, pour symboliser le tournant par rapport à l'époque des kleptocrates comme Yameogo ou Laminzana, etc.

Sankara a pris des dispositions en faveur de l'égalité des sexes, des nationalisations et de l'alphabétisation des masses. La Françafrique en a pris ombrage et c'est sous la première cohabitation Mitterrand-Chirac qu'il fut éliminé, son adjoint Compaoré jetant l'idéal socialiste de Sankara aux orties dès le lendemain de l'exécution de celui qui passait pour le Guevara africain. Compaoré est devenu un personnage incontournable pour l'Elysée et Matignon, à la fois pour les négociations dans les conflits en Afrique (une sorte de Monsieur « Bons offices ») et un excellent élève de Pasqua dans l'art des coups tordus : c'est à Compaoré que le sanglant Charles Taylor doit l'armement et le soutien qui lui ont permis de ravager le Libéria entre 1989 et 2001, provoquant des centaines de milliers de morts. C'est avec l'aide de Compaoré que le criminel Fodé Sankoh a provoqué la guerre civile au Sierra Leone de 1991 à 2003, et que la déstabilisation de la Côte d'Ivoire en 1999 et jusqu'en 2011 a permis à Ouattara, l'ami de Sarkozy et de Bolloré, de renverser Gbagbo à Abidjan.

Compaoré, l'homme de l' Elysée et des coups tordus

Le même Compaoré a ouvert le Burkina à l'expulsion par la France, des « détenus musulmans de Folembay », c'est-à-dire expédiés par Pasqua à Ouagadougou, à charge pour Compaoré de les retenir au Burkina. Bien avant les prisons de Guantanamo, Pasqua a inventé l'externalisation des prisons à ciel ouvert. Le même Compaoré a utilisé son entregent pour rapprocher Kadhafi et Sarkozy, et plus tôt dans le temps, contribuer aux négociations entre Tchad et Lybie.

Quelques mois avant son reversement, il se voyait proposer par Hollande un haut poste à la Francophonie qui lui aurait donné une stature d'interlocuteur de l'ONU et un statut officieux de perroquet officiel de l'Elysée... Ses conseillers français voulaient le détourner de son projet de modification de la Constitution qui lui avait permis d'être à nouveau candidat au poste de Président au Burkina alors qu'il avait épuisé tous les droits l'autorisant à se représenter. Mais comme tant d'autres potentats du continent, les Mugabé, les Biya, les Sassou-Nguesso, les Kabila fils, les Bongos père et fils, les Idriss Déby, etc., l'incrustation à la tête de l'Etat et tous les œufs d'or qui vont avec, fascinait Compaoré qui a sous-estimé la réaction du peuple quand

il a annoncé qu'il allait faire entériner par son assemblée de députés godillots la réforme constitutionnelle lui permettant de se représenter pour un cinquième mandat.

En 48 heures, le peuple débarque le dictateur

En 48 heures, l'affaire fut pliée. La jeunesse scolarisée et chômeuse, les artisans et commerçants, beaucoup de fonctionnaires, déferlèrent dans les rues de Ouaga et l'armée, après avoir tué 20 personnes s'est ralliée aux insurgés, abandonnant Compaoré et sa famille étendue. Pendant les journées suivantes, l'opposition politique officielle et l'armée ont juré aux populations insurgées que le pouvoir de transition ne durerait pas et que des élections remettant le pouvoir à des civils suivraient sous un an.

On retrouve là les manœuvres habituelles des carriéristes de tout poil : un général s'autoproclame président, un autre le remplace car le premier est jugé trop proche du président déchu, et au final c'est le numéro deux de la garde présidentielle, Zida, qui s'y colle. Les millions de mécontents ont reflué après avoir incendié l'Assemblée Nationale et détruit le palais présidentiel, acceptant de mauvaise grâce les personnes du nouveau pouvoir à l'ombre duquel sieur Dendéré, chef de la garde prétorienne de Compaoré, conserve son poste et tente d'agir en sous-main. Il était et reste sans doute le confident de Compaoré.

Magie noire macabre

Quant au frère de l'ex-président, François Compaoré, il a laissé à son domicile qu'il a fui, les restes de prisonnières victimes de sa magie noire, pratiquée avec sa femme et quelques autres adeptes. Il est entre autres l'auteur de l'assassinat de son ex-chauffeur et du journaliste Albert Zengo qui en 1998 était remonté jusqu'à lui. Le journalisme d'investigation ne conduit pas toujours chez Hollande ou Sarkozy. On a retrouvé son corps brûlé dans une voiture, et de très grandes manifestations éclatèrent, noyées dans le sang, il y a déjà 16ans, ce qui sera aussi le cas en 2008 après un soulèvement d'étudiants contre les « réformes universitaires ».

Un peuple debout

Aujourd'hui, le peuple est debout, mais il n'est guère armé et ne dispose pas d'un parti politique représentant authentiquement ses aspirations. Pour mieux faire passer la pilule, Zida a été se faire adouber par le « moro naba », le roi des Mossis, sans lequel aucune autorité n'est reconnue par les Mossis. Mais au bout de quelques jours, un conseil autoproclamé a choisi un président par intérim, politicien civil et ex-ambassadeur à l'ONU. Rien n'est joué et l'armée a peur du peuple car il a montré ce qu'il était capable de réaliser. Ainsi, comme le peuple malien en 1991, le peuple burkinabé a entamé la réalisation des tâches démocratiques, et c'est ce qui assure les bases pour aller plus loin, mais dans un pays sans industrie, agricole à 90% et dépourvu de toute structure hospitalière au plan national. Ce sera très ardu.

Vive la lutte du peuple burkinabé ! Jugement de Compaoré qui doit être extradé. Que ses anciens collaborateurs dégagent ! Contrôle public sur les finances du pays et les investissements ! Rupture avec les maîtres français du pantin sanglant !

Ngarledji Makélélé, le 23 novembre 2014

Modifié le dimanche 30 novembre 2014

Voir aussi dans la catégorie Burkina Faso

Burkina Faso : une Révolution inachevée

Le 30 octobre 2014, un million de Burkinabés de toutes conditions ont marché sur le palais présidentiel et l'Assemblée nationale, contraignant le dictateur Blaise Compaoré, au pouvoir depuis... >>
